

DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE DES ASSOCIATIONS MEMBRES OU CANDIDATES À L'UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS AGRÉÉES DU SYSTÈME DE SANTÉ

Déclaration à remplir par le-la responsable de l'association adhérente

Je soussigné-e, PONSEEL Edwige
Président-e de l'association AMADYS

Certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements suivants :

1. Sur l'association

Objet social : Faire connaître la dystonie, regrouper et informer les malades, relation avec le corps médical, les centres de traitement, promouvoir la recherche (voir statuts) -

Membres du bureau (et leur situation sociale¹) :

- Edwige Ponsel, Présidente, employée : acheteur
- Françoise Lange, Secrétaire du Bureau, employée de banque
- Bernard Beldor, Trésorier, retraite
- Jean-Pierre Willocq, Trésorier adjoint, retraite

¹ Salarié-e (préciser la profession), retraité-e, étudiant-e, etc.



2. Sur les ressources de l'association (pour les trois dernières années)

Ressources pour l'année ..2017			
Source	Identité des financeurs	Montant du financement, dons, etc.	Pourcentage du budget total
Cotisations des adhérents	Adhérents	47322	43%
Subventions publiques	Mairies	1680	1,5%
Dons et Legs (locaux, matériels, etc.)	- Recherche - Bienfaiteurs - Actions menées	17156 9154 1025	25,3%
Financements privés	Ipsen, Merz, Medtronic, C. Agnide	17000	15,7%
Activités économiques de l'association	Vente DVD sur la dystonie cervicale	1340	1,2%
Autres sources de financements	- Produits financiers - Transfert de charges	10694 2675	12,3%
TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE 2017: 108046 €			



Ressources pour l'année ..2016			
Source	Identité des financeurs	Montant du financement, dons, etc.	Pourcentage du budget total
Cotisations des adhérents	Adhérents	47474	43,9%
Subventions publiques	Néant	80	—
Dons et Legs (locaux, matériels, etc.)	- Recherche - Bienfaiteurs - Actions menées	18412 9584 1305	27,11%
Financements privés	Ipsen, Herz, Medhonic	18314 €	16,9%
Activités économiques de l'association	Vente DVD sur la dystonie cervicale	1902	1,7%
Autres sources de financements	- Produits financiers - Transfert charges	10994 1902	11,9%
TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE ..2016: 108 065 €			
Ressources pour l'année ..2015			



2015

Source	Identité des financeurs	Montant du financement, dons, etc.	Pourcentage du budget total
Cotisations des adhérents	Adhérents	49689	42,2%
Subventions publiques	Mairies	1080	0,9%
Dons et legs (locaux, matériels, etc.)	- Recherche - Bienfaiteurs - Actions menées	14854 12113 8533	30,1%
Financements privés	Ipsen, Per2	16590	14%
Activités économiques de l'association	Vente DVDs sur la dystonie cervicale	1920	1,6%
Autres sources de financements	Produits financiers	12919	11%
TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE 2015: 117 698 €			

PRODUIRE EN ANNEXE LE BUDGET TOTAL DE L'ASSOCIATION PAR ANNÉE D'EXERCICE (BILAN ET COMPTE D'EXPLOITATION) DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES

3. Sur les liens d'intérêts non-financiers



3.1. Liens éventuels avec un syndicat, think tank, parti politique, association, etc.

Organisme (syndicat, think tank, parti ou mouvement politique, association, fondation, etc.)	Nature du lien (soutien politique, collaboration, etc.)	Période
DYSTONIA EUROPE	Membre et collaboration	depuis 1993
Alliance Maladies Rares ANR	Membre et collaboration	depuis 20 ans
Fédération pour la Recherche sur le Cerveau FRC	Membre administrateur collaboration	sur tout depuis 2017
Impatiens Chroniques & Associés iCA	Membre administrateur collaboration	depuis 2017
Brain-Team filiale national de santé maladies rares du système nerveux central	Participation dans chaque commission de travail	depuis 2016



3.2. Présence de professionnels de santé ou de l'action sociale au sein des instances de gouvernance de l'association

Participation de professionnels de santé (en ou hors activité) ou de l'action sociale aux instances de gouvernance de l'association (indiquer le nombre et le pourcentage par rapport à la totalité des membres des instances de gouvernances) :

Voir liste du Comité Scientifique -

32 membres = 20% du total des membres



4. Pièces à joindre à la présente déclaration :

- Nom, prénom et profession des membres du conseil d'administration de l'association ;
- Présentation de l'association et des principaux motifs d'adhésion ;
- Budget total de l'association par année d'exercice (bilan et compte d'exploitation) des trois dernières années ;
- Dernière version des statuts publiés au Journal officiel ;
- Agrément santé (décision d'agrément et formulaire de demande) ;
- Lettre d'engagement prévue à l'article 1.1 du règlement intérieur de l'UNAASS.

5. Mentions légales

- 5.1. Les informations recueillies seront informatisées et cette déclaration pourra être publiée sur le site internet de l'Union.
- 5.2. L'Union, par l'intermédiaire de son Comité de déontologie et de prévention des conflits, est responsable du traitement ayant pour finalité la vérification de l'indépendance de l'association en confrontant les liens déclarés, aussi bien financiers que non financiers (notamment liens éventuels avec un syndicat, think tank, parti politique, association, présence de professionnels de santé ou de l'action sociale au sein des instances de gouvernance de l'association) aux objectifs de la mission de l'association envisagée au sein de l'Union au sein de l'Union.
- 5.3. Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant ; Vous pouvez exercer ce droit en envoyant un mél à l'adresse suivante : deontologie@france-assos-sante.org.
- 5.4. La présente déclaration doit être actualisée dès qu'une modification intervient, et au minimum annuellement même sans modification.
- 5.5. **Toute déclaration mensongère est susceptible d'entraîner la radiation de l'association après avis du comité de déontologie.**
- 5.6. **Aux termes de l'article L.441-1 du Code pénal « Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplit par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques. Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. »**

Fait à Paris

Le 27 mai 2018